



GUATEMALA



D 2091 • Gt8
16-31 juillet 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

*En raison des congés d'été, le prochain numéro de DIAL
paraîtra la deuxième semaine de septembre 1996*

MOTS-CLEFS
Processus de paix
Guérilla
Gouvernement
Développement
Terre
Propriétaires terriens

LA SIGNATURE DES ACCORDS DE PAIX ET LA SITUATION AGRAIRE

Les négociations pour la paix ont connu ces derniers mois - depuis l'élection du président Alvaro Arzú - une accélération considérable au Guatemala. Le dernier accord signé entre les représentants de la guérilla et le gouvernement porte sur les questions socio-économiques et la situation agraire. Nous présentons ci-dessous trois textes qui expriment aussi trois appréciations différentes sur le sens de ces accords. La question agraire y occupe une place centrale, sans compter, bien évidemment, la façon de concevoir le développement du pays et le besoin d'en finir avec le temps d'une guerre longue et cruelle. Un tournant est pris au Guatemala. Il semble d'ailleurs affecter l'unité du

mouvement qui fédère les organismes de guérilla, jugé par certains trop peu réticent aux orientations néolibérales du président, alors même que personne ne se plaint de voir avancer la paix !

Le premier texte ci-dessous, signé Fondation Rigoberta Menchú Tum, est paru dans ALAI du 14 juin 1996 (Agence latino-américaine d'information, Equateur). Le deuxième texte a été publié sous la signature de Gonzalo Guerrero dans Envio, juin 1996 (revue de l'Université centro-américaine de Managua, Nicaragua). Le troisième, repris dans le numéro d'ALAI déjà cité, est paru tout d'abord dans SQUARIK, juin 1996 (revue d'information et d'analyse sur le Guatemala).

La phase finale des négociations de paix

Le gouvernement et la guérilla guatémaltèque sont arrivés à un important accord le 6 mai de cette année, nous permettant d'envisager que le moment de la signature finale de la paix soit plus proche que ce que l'on imagine. On dit même que 1996 verrait l'accord définitif pour une paix stable et durable.

À Mexico, le gouvernement guatémaltèque représenté par la Commission pour la paix (COPAZ), et les commandants de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)¹, ont

1. L'URNG est, depuis 1982, le regroupement de diverses organisations de la guérilla (NdT).

signé "l'Accord sur les questions socio-économiques et sur la réforme agraire". Cette signature est la plus importante démonstration de la bonne volonté des parties et elle marque le style du nouveau gouvernement dirigé par le président Alvaro Arzú. Depuis Rome, le 12 février dernier, nous avons eu la première surprise, à savoir l'annonce de l'engagement du gouvernement et de l'URNG de rétablir les conversations de paix. Avant de remporter les élections, le Parti d'avancée nationale (PAN), avait rencontré à cinq reprises les leaders révolutionnaires. Puis, le 25 février, lorsqu'il faisait une

visite au Mexique, le président Arzú avait rencontré aussi les commandants guérilleros².

Un mois plus tard, l'URNG prenait la décision de suspendre les offensives militaires contre l'armée, action à laquelle le chef de l'État répondit en cessant les actions contre la guérilla. Ultérieurement, le 9 avril, la guérilla informait qu'une fois souscrit l'accord sur la situation socio-économique, elle n'exigerait plus l'impôt de guerre. Le lendemain, quatre-vingt dix-huit indigènes et paysans, membres des Communautés de quartiers en résistan-

2. Voir DIAL D 2064 (NdT).

ce, abandonnaient leur refuge de quinze années et s'installaient dans la propriété San Fernando, en Alta Verapaz. Il s'agit du quatrième accord obtenu depuis le début du processus de dialogue, en 1987. Auparavant avaient été signés l'Accord cadre sur les droits de l'homme³, celui sur l'identité et droits des peuples indigènes et celui sur la réinstallation des populations déracinées à cause du conflit armé. Ce nouvel accord vise à rassembler toutes les forces sociales et politiques du Guatemala pour faire face de manière solidaire et responsable à la lutte contre la pauvreté, contre la discrimination et les privilèges. Celui-ci vise également à éviter des processus d'exclusion socio-économique comme sont le chômage et l'appauvrissement. Pour ce faire, les parties ont approuvé des engagements importants en matière d'éducation, santé, logement, droit du travail et participation citoyenne.

La méthode accélérée pour réussir cet accord montre que le gouvernement s'est fixé comme défi de faire réussir le processus de négociations de paix et de parvenir aux réformes qui le rendent viable. Pour l'URNG, sans être la solution complète aux problèmes, il ouvre néanmoins la voie et établit des engagements. Sans aucun doute, il représente un des pas les plus importants dans le processus de pacification et assoit les fondements pour le développement de la nation.

Les invités d'honneur de cette rencontre ont été Rigoberta Menchú Tum, des représentants de la société civile guatémaltèque ainsi que du corps diplomatique accrédité au Mexique et des représentants du groupe des pays amis du Guatemala, Mexique, Colombie, Venezuela, Norvège, Espagne et États-Unis. Pour ces der-

niers, le processus de paix serait dans sa phase finale compte tenu qu'il ne manque que la discussion du dernier thème substantiel, le rôle de l'armée dans une société démocratique, pour aborder enfin le désarmement de la guérilla et sa réinsertion dans la vie civile, faits qui pourraient voir le jour au cours de 1996.

La participation des citoyens

L'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire n'est pas la réforme agraire, mais un premier pas important pour moderniser l'agriculture et pour que les travailleurs des campagnes obtiennent de meilleurs salaires et conditions de vie. De plus importants progrès devraient être obtenus par les secteurs directement impliqués dans la campagne. D'où l'importance que, dans cet accord, il soit reconnu que "la participation citoyenne dans le développement économique et social est indispensable pour favoriser la productivité et la croissance économique pour parvenir à une plus grande équité dans la distribution de la richesse, et la qualification du potentiel humain". Les parties sont également "d'accord sur la nécessité de renforcer la participation des femmes dans le développement économique et social, sur une base d'égalité".

Concernant l'accès à la terre et aux ressources productives, il a été décidé de créer un Fonds pour attribuer des terres à des indigènes et paysans, pour actualiser et apurer le registre de la propriété et accorder une assistance juridique pour résoudre les conflits territoriaux.

Ce fonds sera géré dans le cadre d'une institution bancaire en ce qui concerne l'assistance pour les crédits et le développement de l'épargne, ceux-ci étant de préférence destinés aux micros, petits et moyens entrepreneurs. "Afin

de garantir que ses bénéficiaires atteignent les secteurs qui en ont le plus besoin, le Fonds des terres devra compter avec un département spécial d'assistance et de gestion pour conseiller les communautés et organisations paysannes". Ce département est prévu pour 1997.

Le représentant du gouvernement, Gustavo Porras, explique qu'une réforme de la Constitution guatémaltèque n'est pas nécessaire pour mettre en marche cet accord, et il ajoute que le gouvernement assume l'engagement de commencer dans l'immédiat les travaux de planification. Néanmoins, cet accord prévoit aussi la promotion d'une réforme légale "établissant un cadre juridique sûr, simple et accessible pour toute la population, en ce qui concerne la propriété de la terre. Cette réforme devrait simplifier les procédures d'attribution des titres et du registre du droit de propriété ainsi que des autres droits réels. Celle-ci pourra simplifier les démarches et procédures administratives et judiciaires".

La bonne volonté des parties en conflit doit se traduire dans des faits réels afin d'éviter que la crédibilité récupérée du processus de paix ne se perde. Les espaces qui se sont ouverts sont le produit d'une plus grande participation de l'ensemble de la société guatémaltèque. Après trente six années de guerre ils laissent entrevoir la possibilité réelle de parvenir à la paix. La signature de documents ne suffit pas. L'engagement véritable pour reconstruire une nation pluriethnique et pluri-culturelle déterminera si une paix basée sur la justice et la dignité est viable.

Source : ALAI, 14 janvier 1996.

3. Voir DIAL D 1879 (NdT).

Guérilla - Gouvernement : de l'antagonisme à la concertation ?

Au cours du mois de mai, on a commencé de voir apparaître des analyses sur la signification et la portée de l'accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire signé le

6 mai 1996 entre le gouvernement et l'URNG. Pour beaucoup, les réactions peuvent être comparées à celles d'une famille dans laquelle la grand-mère mourrait la nuit même où naîtrait une

petite fille : la joie se mêle à la tristesse de telle sorte que l'on ne peut ni se réjouir pleinement ni s'adonner entièrement à la douleur. (...)

L'accord signé le 6 mai modifie de

manière importante les propositions qu'avait faites l'URNG en 1995. Sont éliminées les références aux modifications nécessaires de la Constitution de la République, à la Loi de transformation dans le domaine agraire et aux décrets d'attribution des terres dans le Petén et la Frange transversale du Nord. Il n'y a dans l'accord aucune référence à "la fonction sociale de la terre", et pas davantage à la nécessité d'augmenter les impôts directs. Le texte signé ne touche pas aux politiques macro-économiques et n'inclue pas de références directes à une politique en faveur des femmes.

Changements dans le camp de la guérilla ?

"L'accord reflète une diminution des prétentions de l'URNG", ainsi concluent les analystes d'une banque multilatérale de développement, dans un document interne. "Son étude détaillée nous indique que (les contenus de l'accord) coïncident dans leur grande majorité avec les actions que l'actuel gouvernement du Guatemala vient de lancer."

Hector Rosada Granados, ex-président de la Commission de la paix (COPAZ) du gouvernement précédent met bien en valeur la modification des positions de l'URNG. "Nous concluons que si l'URNG a renoncé à toutes les exigences fondamentales qu'elle avait soutenues auparavant et si elle a accepté un document qui contient les postulats de base d'une politique de développement social compris d'un point de vue néolibéral, alors nous ne pouvons pas parler de négociation mais bien de concertation politique entre parties non antagonistes."

"Il est regrettable qu'avec cet accord quelques thèmes du calendrier du changement aient été laissés de côté,

sans que n'existe à l'intérieur de la société la capacité politique de continuer la négociation sur les grands problèmes nationaux", affirme Rosada. Ne pas inclure ces problèmes nationaux - dit-il - "condamne les majorités appauvries et exclues à attendre, une fois de plus, qu'un gouvernement manifestant de bonnes intentions démontre qu'il est capable de faire ce qu'il promet, bien que cela signifie qu'il devrait agir contre les intérêts des secteurs qui assurent son soutien politique fondamental".

Des dollars pour la paix

Rosada affirme que l'accord "peut être interprété comme la première expression écrite d'une politique de développement sociale vis-à-vis de la communauté internationale. Les analystes de la banque multilatérale sont d'accord avec lui : "Le nouveau gouvernement, disent-ils, est prêt à mettre en oeuvre, sur la base de cet accord, une importante campagne de promotion de ses besoins de financement de la paix, en mettant l'accent sur l'obtention de ressources non remboursables".

Après la signature de l'accord sur les réalités socio-économiques et agraires, le ministre des affaires étrangères Eduardo Stein et le président de la COPAZ Gustavo Porras ont annoncé que le gouvernement et l'URNG participeraient ensemble à une campagne diplomatique pour rechercher un financement international destiné à l'application des accords de paix. Selon le secrétaire général de la planification (SEGEPLAN) du gouvernement, le coût, pour que les accords deviennent une réalité, s'élève à 600 millions de dollars. Une agence internationale estime ce montant à 953 millions.

L'accord, insistant sur l'importance de

l'investissement comme facteur de développement, ouvre la porte à une stratégie concertée dans la recherche de financement, une fois signé l'accord final.

Crise à l'URNG ?

Les négociations, dans leur nouvelle modalité de "concertation politique entre les parties non antagonistes", ont à prendre des risques importants. Quelques jours après la signature de l'accord sur les réalités socio-économiques et agraires, le quotidien *Siglo XXI* informait de la dissolution de l'équipe politico-diplomatique qui conseillait le commandement général de l'URNG. Ses membres avaient donné leur démission en raison de leur désaccord sur le contenu de l'accord. Parmi eux, Pedro Palma Lau, le commandant ayant la plus haute responsabilité militaire dans l'URNG. Selon certaines sources, le conflit interne entre le commandement général et les cadres intermédiaires de la guérilla est si grave qu'il pourrait aboutir à un affrontement. Selon les mêmes sources, l'accélération du rythme des négociations est due en partie à la crainte que le commandement ne parvienne pas sans division jusqu'à la signature de l'accord final de paix.

Un autre risque sur ce chemin de la paix est que les négociations accentuent chaque fois davantage le contenu opérationnel du calendrier, en laissant de côté les questions de fond, qui sont celles qui intéressent davantage ceux qui ont été le plus affectés par la guerre. En ce sens, la façon dont sera traitée l'idée d'une éventuelle amnistie générale est une question-clef, qui est incluse dans le prochain thème à discuter dans le calendrier. (...)

Source : *Envio*, janvier 1996

La dispute pour la terre

La signature de l'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire, souscrit par le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), n'arrêtera pas les occupations de terres. Ce sont les leaders agraires qui se sont

exprimés ainsi en ajoutant que les compromis établis dans le document "ne remplissent pas, pour le moment, les attentes nécessaires liées au problème de la terre".

Pour la Coordination nationale indigène et paysanne (CONIC) et le Comité

d'unité paysanne (CUC), 500 000 familles au moins manquent entièrement de terre pour vivre ou pour travailler. Selon eux, cela signifie que trois millions de guatémaltèques sont affectés par l'inégalité dans la distribution de la terre, la plus préoccupante.

te d'Amérique latine.

En se référant à la documentation de l'Agence internationale pour le développement (AID) aux États-Unis, ils ont précisé que : sur dix millions d'hectares existant au Guatemala, seuls 5,2 millions sont cultivables, et 2 % de grands propriétaires terriens possèdent 67 % de cette terre.

Ils ont ajouté que deux millions d'hectares seulement sont cultivés tandis que 2,4 millions d'hectares supplémentaires sont laissés en jachère ou sont utilisées de façon déficiente. Enfin, la majorité des terrains appartenant aux pauvres, c'est-à-dire les petites propriétés ou *minifundios*, sont de mauvaise qualité et sont situés sur des pentes érodées. De plus, ils ont remarqué que l'accroissement accéléré de la population, de l'ordre de 3.2 % par an, induit une réduction régulière de la taille des micropropriétés.

Après la signature de l'Accord, l'Institut national de transformation agraire (INTA) indique qu'il y a des milliers d'hectares de terre pour les paysans disposant de faibles ressources. Selon l'INTA, il existe plus de 2 300 *caballerías*¹ de terrains inexploités dans les départements de Alta Verapaz, Izabal, Huehuetenango et El Quiché. Dans le Petén, il y a douze municipalités avec 250 *caballerías* chacune, selon la même source.

L'Institut affirma encore la nécessité d'une réforme de la loi sur les terres en jachère car actuellement, un propriétaire paye seulement 2,50 quetzales d'impôts (1 dollar US = 6,20 quetzales) par hectare, ce qui signifie 110 quetzales par "caballería".

Les problèmes

Le 9 mai, 300 agents de la Police nationale expulsèrent plus de 700 pay-

1. Unité de mesure agraire spécifique à l'Amérique latine, équivalant à 4 279 ares (NdT).

sans qui s'étaient emparé de la propriété Cristina, dans la commune de Colomba, à Quetzaltenango. Le 12 mai, 150 familles aux faibles ressources occupèrent des terrains vagues près des pilonnes électrique installés aux abords du pont d'El Incienso dans la zone 7 de la capitale de la province. Les occupants se justifiaient en arguant de la nécessité d'avoir un endroit pour construire leurs logements.

Le 13 mai, plusieurs personnes furent expulsées des terrains de la Santa Irene del Puerto de San José, département du sud d'Escuintla. L'action de police fut exécutée sur ordre judiciaire.

Le 18 mai, les paysans menacèrent d'occuper à nouveau la propriété Cristina jusqu'à ce que les autorités se mettent en devoir d'écouter leur plainte et d'enquêter sur la propriété légitime de nombreuses terres. Nous avons la capacité de continuer à résister et, si besoin, nous reviendrons, ont-ils déclaré.

Le 23 mai, des fonctionnaires de FONAPAZ se sont réunis séparément avec les paysans et les propriétaires supposés d'El Tablero, commune d'El Tumbador, San Marcos, afin de chercher une solution au litige affectant cette propriété. Les paysans qui occupaient El Tablero ont assuré qu'ils possédaient des documents datant de 100 ans et prouvant leurs droits de propriété sur cette terre.

De même, la propriété Los Cerros, dans la commune de San Pedro Sacatepequez, San Marcos, continue à être occupée par des paysans qui réclament le paiement de leurs salaires. Selon la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOG), il existe plus de 100 conflits pour la propriété de terres et près de 40 autres conflits du travail tels que ceux liés au non-paiement du salaire minimum éta-

bli par la loi et aux refus des patrons de se conformer aux prestations légales.

Le procureur des droits de l'homme, Jorge Mario García Laguardia, s'est prononcé en faveur d'une solution politique aux conflits générés par les occupations de propriétés de la part des paysans.

Il a attiré l'attention sur le fait que les prises de terrains, malgré la récente signature de l'Accord, pourraient dégénérer en une confrontation sociale aux conséquences incalculables.

Entre temps, le Congrès - contrôlé par le Parti d'Avancée Nationale (PAN) - a approuvé de nouvelles réformes du Code pénal dans lesquelles il est prévu un durcissement des sanctions contre les paysans qui occupent des terrains. Maintenant, ce "délit" sera caractérisé comme "usurpation" et "usurpation aggravée".

Outre le conflit avec les grands propriétaires terriens, il existe de vieilles rancunes dans d'autres lieux comme la municipalité de Chajul, dans le département nord-occidental d'El Quiché, où les habitants de la localité Cimientos Cheputul se plaignent de l'occupation d'un terrain par les paysans shuiles ; un terrain qui appartenait historiquement à l'ethnie ixil.

Ce terrain fut donné aux shiles en 1909 par le président de l'époque, Manuel Estrada Cabrera. Ce cas est représentatif de nombreux autres cas, pour lesquels les autorités ont pris des mesures sans consulter les communautés à qui appartiennent les terres. On le voit, le panorama de la question agraire guatémaltèque est désolant, en cette veille du XXIème siècle.

Source : ALAI, 14 janvier 1996.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.